



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
n° GHT2025022 du 24 janvier 2025

En application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique

Objet :

**Etudes géotechniques dans le cadre des travaux de construction de l'EHPAD pour le
CH de Falaise**

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR :	4
1.2 TITULAIRE :	4
1.3 COTRAITANCE :	4
1.4 SOUS-TRAITANCE :	4
2 OBJET DU MARCHÉ	5
2.1 OBJET	5
2.2 FORME.....	5
2.3 DECOMPOSITION EN LOTS	5
2.4 DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
2.5 VARIANTES.....	5
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
4. DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
4.1 DEBUT D'EXECUTION DU MARCHE.....	6
4.2 AFFERMISSEMENT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE	6
5. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION.....	6
5.1 CARACTERE DU PRIX	7
5.2 VARIATION DU PRIX.....	7
5.3 MODALITES DE REGLEMENT	7
6. CONDITIONS DE RÈGLEMENT - DÉLAIS DE PAIEMENT	7
6.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
6.2 MODE DE REGLEMENT	8
7. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
7.1 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
7.2 COMPOSITION DE L'EQUIPE INTERVENANT	9
8. OPERATION DE VERIFICATION DES PRESTATIONS	9
8.1 CONTROLE D'EXECUTION	9
8.2 RECEPTION DES PRESTATIONS	9
9. AVANCES	10
9.1 AVANCE FORFAITAIRE	10
9.2 AUTRES AVANCES.....	10
10. RETENUE DE GARANTIE	10
11. NANTISSEMENT DU MARCHE.....	10
12. PENALITES.....	10
12.1. RETARD D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
12.2. REMISE DE DOCUMENTS.....	10
12.3. PRESENCE AUX REUNIONS.....	10
12.4. MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES.....	10
12.5 MOTIFS D'EXCLUSION DES PENALITES	10
13. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
13.1. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	11
13.2. INDEMNITES.....	11
14. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RÉSILIATION	11
14.1 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	11
14.2 CAS DE RESILIATION	11
14.3 INDEMNITE DE RESILIATION.....	11
15. DROIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE - UTILISATION DES RESULTATS.....	12
16. RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE	12

17.	RÈGLEMENT DES LITIGES	12
18.	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE.....	12
19.	DISPOSITIONS DIVERSES	12
19.1	ASSURANCES	12
19.2	ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION	12
19.3	NOTIFICATION ELECTRONIQUE	12
20	MODIFICATIONS DU MARCHE	12
21.	DÉROGATIONS AU CCAG / PI.....	13

PREAMBULE

En application :

- ✓ de la loi n° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- ✓ du décret n° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- ✓ du décret n° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des GHT,

a été créée par la convention constitutive signée le 1^{er} juillet 2016, le GHT NORMANDIE CENTRE.

Le Centre Hospitalier Universitaire de CAEN NORMANDIE (CHU de CAEN) a été désigné établissement support pour assurer « la fonction achats » pour le compte des neuf établissements parties au GHT.

Cette convention confie au CHU de CAEN NORMANDIE la fonction d'assurer pour le compte de l'ensemble des membres la passation du marché ainsi que la conclusion de ses éventuels avenants.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution, à l'exception des reconductions et éventuelle résiliation, relèvent de chaque établissement partie au GHT.

L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des contrats, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur :

Dans le cadre de la passation du marché, le CHU de CAEN, établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le représentant de l'établissement partie est l'interlocuteur du titulaire.

Etablissement	Adresse de l'établissement	Directeur général
CH Falaise	Boulevard de Bercagnes 14700 Falaise SIRET : 261 401 004 000 13	Frédéric VARNIER

L'interlocuteur direct du titulaire est :

Monsieur Simon GADEK

Tél. : 02.31.4.40.52

Courriel : simon.gadek@ch-falaise.fr

1.2 Titulaire :

Dans le présent contrat le terme « titulaire » désigne l'opérateur économique auquel est attribué le marché.

1.3 Cotraitance :

Conformément à l'article R2142-22 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, à conditions d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / PI.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les articles R2193-3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer à l'établissement partie le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché (article 39 du CCAG PI).

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet

Le présent document a pour objet la prestation d'études géotechniques dans le cadre des travaux de construction de l'EHPAD pour le CH de Falaise.

Le bureau d'étude géotechnique aura pour mission de réaliser :

- L'exécution de sondages de reconnaissance de sol et les essais « in-situ » nécessaire en vue de définir les modes de fondations et les caractéristiques de portance du sol à adopter.
- Le relevé des niveaux d'eau existants sur le site.
- La reconnaissance et le relevé des fondations des ouvrages en mitoyenneté.
- Analyse des pollutions rencontrées sur le terrain, composé organique, radon et / ou pyrotechnique.
- Elaborer les prescriptions nécessaires à l'établissement du rapport de la Loi sur l'eau.

Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) définissent les modalités juridiques en vertu desquelles sont réalisées les prestations qui font l'objet de cette consultation.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les stipulations techniques à respecter dans le cadre de la réalisation des prestations.

2.2 Forme

Le marché est passé par le CHU de Caen, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/PI) issu de l'arrêté du 16 septembre 2009.

- ☐ Appel d'offres ouvert (articles L2124-2 et R2161-1 à R2161-5 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (articles L2124-2 et R2161-6 à R2161-11 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure concurrentielle avec négociations (articles L2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique),
- ☐ Dialogue compétitif (articles L2124-5, R2124-6 et R2161-24 à R2161-31 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence (articles L2122-1, et R2122-1 à R2122-9 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure négociée avec mise en concurrence préalable (articles L2124-3 et R2124-3 du Code de la commande publique)
- ☒ Marché à procédure adaptée (article L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique)

2.3 Décomposition en lots

☒ Non ☐ Oui

2.4 Décomposition en tranches

Sans objet

2.5 Variantes

Non autorisées.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé ;
- 2) Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et le planning de réalisation contractualisé ;
- 3) Le présent CCAP ;
- 4) Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 5) L'étude G1
- 6) Le cadre de composition de l'équipe ;
- 7) Les échanges de questions réponses ;
- 8) Les pièces servant à la constitution de la candidature (DC1 et DC2) ;
- 9) Le CCAG / PI ;
- 10) La réponse technique du titulaire. Il est rappelé que le fait de répondre à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché public est conservé dans les archives du CHU de Caen et fait seul foi.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché. De même, le titulaire du marché ne pourra faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4. DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

4.1 Début d'exécution du marché

Le marché démarre à compter de sa notification et s'exécute en parallèle de l'opération de construction de l'EHPAD prévue sur 29 mois dont le planning est joint. Le planning du titulaire remis à l'appui de son offre est contractualisé pour l'exécution des missions définies au CCTP.

La date de notification correspond à la date de réception de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de Caen, ou à la date de réception de l'avis de réception postal, si elle est envoyée au titulaire.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU de Caen et fait seul foi.

Le titulaire est réputé parfaitement connaître l'environnement dans lesquels s'inscrivent les prestations ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables dans son domaine d'intervention.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de CAEN. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de CAEN.

La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir la cellule marchés du CHU de CAEN dans les plus brefs délais.

4.2 Affermissement de la tranche optionnelle

Sans objet

5. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Dans le cadre du présent marché, il est fait application des dispositions prévues à l'article R2112-6 du Code de la commande publique.

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des travaux, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent aux cadres de DPGF ou sur tout autre document relatif à l'offre.

5.1 Caractère du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par le **prix global et forfaitaire** indiqué dans l'acte d'engagement (ATTRI1) et détaillés dans le cadre de DPGF du titulaire.

L'annexe DC4 à l'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé à (aux) l'éventuel(s) sous-traitant(s).

Il est précisé qu'en cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre du titulaire, l'indication en lettres hors T.V.A. figurant dans l'acte d'engagement (ATTRI1), prévaudra sur toutes autres indications.

En conséquence, le titulaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

5.2 Variation du prix

Le prix de la mission est ferme et actualisable.

5.2.1. Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois précédent la date de la remise des offres**.

Ce mois est appelé « mois zéro » - janvier 2025.

5.2.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence est l'index **INGENIERIE**, publié mensuellement sur le site Internet du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

5.2.3. Actualisation

Le prix de règlement du marché sera calculé, après application de la formule suivante :

$$P = P_o \frac{I_o}{I_{m-3}}$$

Dans laquelle :

P = Prix de règlement du marché

P_o = Prix initial figurant dans l'Acte d'Engagement

I_o = Valeur de l'index ingénierie du mois **m_o**.

I_{m-3} = Valeur de l'index ingénierie en cours trois mois avant la date de commencement des prestations.

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

5.3 Modalités de règlement

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes de la valeur des prestations auxquels ils se rapportent.

La périodicité des versements se fera sur une base mensuelle.

Les règlements d'acomptes n'ont pas le caractère de paiement partiel définitif : leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement définitif.

6. CONDITIONS DE RÈGLEMENT - DÉLAIS DE PAIEMENT

6.1 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / PI.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront

obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes figurant dans l'annexe 1 du CCAP :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire,
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire,
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement partie.

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ le numéro du bon de commande s'agissant de la maintenance corrective,
- ◆ l'intitulé de la prestation exécutée,
- ◆ l'identification des équipements concernés et des pièces changées pour la maintenance corrective, conformément au bordereau des prix unitaires,
- ◆ la date d'intervention ou d'exécution,
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des prestations exécutées,
- ◆ la date de facturation.

ATTENTION : Les factures papiers des entreprises concernées par l'article 3 de l'ordonnance précitée ne seront plus acceptées, ces factures devront faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

Les demandes de paiement sont adressées directement à chaque établissement bénéficiaire **à l'issue des opérations de vérification** conformément à l'article 8.2 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations et au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation (pour les prestations qui s'exécutent de façon continue).

6.2 Mode de règlement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement **suspendu** :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à un établissement autre que l'établissement bénéficiaire,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de **40 euros**.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander à l'établissement partie bénéficiaire une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Comptable	Adresse	Tél.	Courriel
Madame la Trésorière Principale	145 rue de la Délivrando 14000 Caen	02 31 47 11 11	t014014@dgfip.finances.gouv.fr

7. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché public (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres au CHU de Caen.

Le titulaire est réputé parfaitement connaître la configuration des locaux et l'environnement dans lequel s'inscrivent les prestations ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables dans son domaine d'intervention.

7.2 Composition de l'équipe intervenant

Le titulaire du marché devra disposer et s'entourer de toutes les compétences requises pour mener à bien l'exécution des prestations dans les domaines techniques notamment avec **une qualification RGE étude OPQIBI 20.15 « ingénierie des installations de production utilisant l'énergie solaire photovoltaïque » ou équivalent.**

Le titulaire fournit, lors de la remise de son offre, la liste nominative des préposés composant l'équipe dédiée à l'exécution des prestations (annexe 2 à l'acte d'engagement).

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, si les personnes désignées par le titulaire ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit en aviser, sans délai, l'établissement partie.

Le titulaire propose un remplaçant présentant des qualifications, compétences et expériences au moins équivalentes dans un délai de quinze jours à compter de l'information visée au paragraphe qui précède.

L'établissement partie se réserve la possibilité de récuser le remplaçant en motivant sa décision. Le titulaire dispose de 10 jours, à compter de la notification de cette décision pour proposer un autre préposé.

Les intervenants du titulaire sont soumis au secret professionnel et ne doivent pas faire état ou se servir d'informations dont ils pourraient avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de leur mission pendant l'exécution du marché et après la fin du marché.

8. OPERATION DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

8.1 Contrôle d'exécution

Le titulaire assure l'encadrement de ses préposés et désigne donc, à cet effet, un responsable chargé du suivi, du contrôle et de l'exécution des prestations. Ce responsable a en charge l'encadrement, l'animation des équipes et les relations fonctionnelles avec le responsable de chaque établissement partie.

8.2 Réception des prestations

La réception des prestations est prononcée à l'issue des opérations de vérification de leur bonne exécution.

Les opérations de vérification qualitative visent à contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis au marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées.

Si les prestations effectuées ne correspondent pas aux spécifications du marché, elles seront refusées et devront être remplacées sur demande écrite de l'établissement partie.

A l'issue des opérations de vérification (validation des rapports), hors la présence du titulaire, l'établissement partie prend une décision de réception. Passé le délai de 30 jours, la décision de réception est réputée acquise.

9. AVANCES

9.1 Avance forfaitaire

Il est fait application des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique. Lorsque le montant du marché atteint 50.000 Euros HT, l'avance forfaitaire est accordée. Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

9.2 Autres avances

Aucune autre avance n'est accordée au titulaire à quelque titre que ce soit.

10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie

11. NANTISSEMENT DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/PI le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché sera délivré au titulaire sur demande expresse adressée à la cellule marchés (Direction des affaires juridiques – Cellule marchés publics - Avenue de la Côte de Nacre 14033 Caen Cedex 9 Tél : 02.31.06.53.29).

12. PENALITES

En cas de manquement du titulaire du marché à ses obligations, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération, **sans mise en demeure préalable**.

12.1. Retard d'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire sera passible d'une pénalité calculée conformément à l'article 14.1 du CCAG / PI.

12.2. Remise de documents

En cas de retard dans la mise à disposition/diffusion des documents et comptes rendus, le titulaire sera passible d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour calendaire de retard et par document.

12.3. Présence aux réunions

En cas d'absence aux diverses réunions, la pénalité forfaitaire encourue révisable sera de 100 euros par absence. Cette pénalité ne sera pas plafonnée.

12.4. Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG / PI, le montant des pénalités déterminées n'est pas révisable et dû quel que soit le montant

Le montant des pénalités n'est pas assujéti à la TVA, en cas d'application de celles-ci, elles devront être déduites du montant TTC de l'acompte ou du solde à payer.

Le titulaire du marché n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

12.5 Motifs d'exclusion des pénalités

Certains retards ne pourront conduire à pénalités :

- Les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du Maître d'ouvrage dans les délais fixés entre les parties
- Les éventuels retards dans l'obtention des autorisations administratives
- Les cas de force majeure.

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant. Leur montant est notifié pour information au titulaire avant transmission au Trésorier Principal. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché.

13. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1. Arrêt de l'exécution des interventions

En application de l'article 22 du CCAG / PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chaque partie technique de chaque phase ou de la tranche optionnelle visées à l'article 2 du présent CCAP et dans l'annexe financière.

13.2. Indemnités

Cette décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, entraîne la résiliation du marché. Cette dernière n'ouvre droit pour le titulaire à **aucune indemnité**.

14. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RÉSILIATION

14.1 Exécution aux frais et risques

Lorsque le titulaire n'exécute pas ses prestations dans une qualité recevable ou dans les délais prévus, le CHU de Caen **pourvoira à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 15 jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment du CHU de Caen, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

14.2 Cas de résiliation

Le CHU de Caen pourra décider de procéder à la résiliation du marché, aux torts exclusifs du titulaire et sans qu'il ne puisse prétendre à une indemnité et sans mise en demeure préalable, dans les conditions suivantes :

- si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'article 18 du présent document,
- si suite à l'empêchement du ou des préposés désigné(s) par le titulaire, aucune proposition de remplacement n'est formulée ou si les remplaçants sont recusés,
- si la mauvaise exécution des prestations a été relevée, une mise en demeure préalable lui ayant été adressée par lettre recommandée avec avis de réception lui enjoignant de respecter ses obligations, dans un délai fixé par le CHU de Caen et l'informant de la possible résiliation du marché ou au cas où un nouveau manquement serait observé au cours du mois suivant,
- en cas d'arrêt des prestations tel que mentionné à l'article 2.1 du présent document.

Le CHU de Caen pourra mettre en régie, aux frais et risques du titulaire, les prestations qui demeureraient inexécutées à la suite de la résiliation du marché.

14.3 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire (article 39 du CCAG PI), ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 37 (événements extérieurs) et 38 (événements liés au marché) du CCAG / PI, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

La résiliation prononcée en application de l'article 40 du CCAG / PI ouvre droit à une indemnité forfaitaire obtenue en appliquant au montant hors taxe de la tranche en cours de réalisation à la date de la résiliation, un pourcentage à hauteur de 5 %.

Le titulaire devra en faire la demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

En outre, le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans les autres cas, le titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel le CHU de Caen s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG / PI, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le CHU de Caen, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, par le CHU de Caen, d'un nouveau marché ayant le même objet au titulaire.

15. DROIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE - UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG – PI.

16. RECOURS AU MARCHÉ SIMILAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le CHU de CAEN pourra recourir à la passation d'un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire pour la dévolution de prestations similaires à celles objets du présent contrat.

17. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Caen.

18. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 14-2 du présent document.

19. DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

19.2 Accès aux établissements – identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux des établissements parties sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

19.3 Notification électronique

Le CHU de Caen se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, la plateforme de dématérialisation, www.marches-publics.gouv.fr, pourra être utilisée afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

20 MODIFICATIONS DU MARCHÉ

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée à l'article L2194-1 du Code de la commande publique.

En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en

concurrence, l'établissement partie pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte ces évolutions.

Il en sera de même si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

21. DÉROGATIONS AU CCAG / PI

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés de prestations intellectuelles sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

CCAP	CCAG	Objet
Article 11	Article 4.2	Nantissement
Article 12	Article 14.1.2	Pénalités dues quel que soit leur montant
Article 14	Article 33	Absence de mise en demeure avant résiliation Motifs de résiliation pour faute du titulaire
Article 14	Article 40	Montant et calcul de l'indemnité de résiliation

* *
*